

## La mémoire captive des juifs de Turquie.

Nora Seni\*

Certes, on ne pourrait guère s'attendre à ce que la communauté juive de Turquie s'épanouisse et prospère sous un régime qui n'en finit pas de déconstruire l'État de droit et de limiter les libertés. Cependant son importance démographique a commencé à fondre comme neige au soleil bien avant que les « musulmans-conservateurs » -comme ils aiment à se désigner- n'arrivent au pouvoir en 2002. La population juive était déjà tombée à dix-sept mille personnes dans les années 2000. Elle était de quatre-vingt mille en 1923, année de la création de la République Turque. L'émigration la plus importante s'est produite lors de la création de l'État d'Israël et s'est poursuivie dans les années 1960. Funeste fut l'année 2003 marquée en août par l'assassinat d'un dentiste—«*parce qu'il était juif*» selon l'aveu de son auteur— et en novembre par le double attentat perpétré contre deux synagogues. Ils ont fait plusieurs dizaines de morts. Les auteurs de ces attentats étaient des Turcs, ce qui n'était pas le cas des attentats précédents contre des synagogues. Cette tragédie est sans doute à l'origine de l'*alyah* de ceux qui avaient déjà accueilli avec méfiance l'arrivée au pouvoir, un an auparavant, du Parti de la Justice et du développement, l'AKP.

Si le déclin démographique se poursuit à un rythme soutenu (une diminution d'une centaine de personnes par an) il contraste néanmoins avec la situation plutôt prospère de cette population dont les institutions ont connu un renouvellement certain depuis les années 1990. Ce paradoxe traduit des rapports complexes, ambivalents entre la nation turque, l'État et la communauté juive. Bien qu'on ne cesse d'annoncer la disparition proche de cette communauté elle se maintient et reste encore la plus importante de la région des Balkans, du Moyen-Orient et du Caucase.

### Historiographie

Depuis le milieu des années 1990, un souci de vérité historique a pu se faire entendre et contester le récit officiel. Des historiens sans affiliations universitaire ont pu par leurs essais dissiper quelque peu le roman officiel transmis par les manuels scolaires et par les censures dues au nationalisme. Ils ont rendu compte autant des « événements de Thrace », pogroms incités secrètement par l'État et qui suscitérent, en 1934, la fuite vers Istanbul des familles juives d'Edirne et de ses environs, que de *l'impôt sur la fortune* (1942) qui toucha les juifs en particulier et en ruina un grand nombre. Ils ont fait la lumière sur la responsabilité de l'État turc dans les violences (destructions des commerces, pillages) de septembre 1955 qui visèrent magasins et officines des Grecs, des juifs et des Arméniens. La vérité sur les sympathies nazies, pendant la Seconde Guerre mondiale des magnats de la presse kémaliste et proches du gouvernement comme les propriétaires du quotidien social- démocrate *Cumhuriyet*, est plus difficile à entendre. Tout aussi difficile s'avère de contester l'image de « la Turquie sauveur du judaïsme européen » pendant la Seconde Guerre mondiale. Le livre de l'historienne allemande Corry Gutstadt, *Turkey, the Jews and the Holocaust* traduit et publié en turc en 2012, est venu à point nommé pour faire un peu de lumière à ce sujet et dissiper ce qui s'avère être un mythe. Les preuves qui déconstruisent ce mythe y sont portées à la connaissance de tous, mais ont continué longtemps d'être ignorées non seulement de l'histoire officielle mais aussi et de la communauté juive elle-même. Ce qui paraît ici comme un paradoxe a besoin d'éclaircissements.

## Une mémoire confisquée

Par deux fois la mémoire des Juifs de Turquie a été instrumentalisée par la politique de négation du génocide arménien par l'État turc.

\*Une première fois vers la fin des années quatre-vingt lorsque différentes instances internationales reconnaissent indirectement ou directement -comme le fit le Parlement européen en 1987- le génocide arménien. Comme parade à la pression qui s'exerçait sur Ankara et à l'approche de 1992, anniversaire de l'exode des juifs de la péninsule ibérique, fut créé par une centaine de personnalités turques, musulmanes et juives (diplomates à la retraite, hommes d'affaires), la *Fondation du cinq-centième anniversaire* (de l'arrivée des Sépharades en terres ottomanes). La Fondation organisa en 1992 colloques et manifestations qui avaient pour objectif d'étayer la perception de « havre de sécurité » que furent pour les Juifs les terres ottomanes. Une des raisons qui poussèrent la communauté à accepter cette mission fut la vive réaction anti-israélienne des islamistes turcs de droite lors de la première *Intifada* et leurs slogans anti-juifs appelant à un régime islamique. Garantir la protection du gouvernement fut certainement la raison fondamentale qui incita la communauté juive à cette entente tacite. Les membres de la communauté n'ont pas manqué de ressentir quelque fierté à contribuer au rapprochement de la Turquie avec le monde occidental. Ceci en participant à un récit fondé sur trois moments essentiels : le refuge offert par le sultan Beyazit II aux Juifs expulsés d'Espagne, l'invitation lancée aux professeurs juifs allemands en 1933 à venir en Turquie conduire la fondation de l'université turque contemporaine et le sauvetage de la Shoah de Juifs turcs en Europe par des consuls turcs. Sans doute l'élaboration d'un tel récit ne fut possible que parce qu'il n'existait aucune autre étude historique sur le sujet.

Depuis des historiens ont montré que la centaine de professeurs juifs allemands expulsés de leur poste universitaire par les nazis avaient été invités pour travailler à la construction de cursus et d'instances d'études supérieures et non pour les protéger des persécutions nazies.

Les historiens ont aussi montré que s'il y avait bien eu un diplomate, le consul de Rhodes, qui avait sauvé au prix d'énormes risques des vies juives et reconnu *juste* parmi les nations par Yad Vashem, la Turquie n'a pas moins fermé ses frontières aux juifs fuyant l'Europe nazi dès 1938. C'est ainsi que firent naufrage au large d'Istanbul deux navires le *Salvador (1941)* et le *Strouma (1942)* pour n'avoir pas eu l'autorisation d'accoster ou de débarquer leurs passagers malgré les pannes de machine qui les empêchaient de manœuvrer. Un millier de personnes se noyèrent dans ces circonstances. Si on ajoute à ce tableau que la frontière turco-grecque resta fermée tout au long de la guerre, condamnant les 40.000 juifs grecs de Salonique et de Didymothicon à la déportation vers Auschwitz et Treblinka, on aura dissipé le fantasme de la Turquie pays refuge pour le judaïsme européen.

\*Une seconde occasion d'instrumentaliser la mémoire juive pour nier le génocide arménien s'est présentée lorsque la Turquie a posé sa candidature en 2008 d'adhésion à l'IHRA, l'*International Holocaust Remembrance Alliance*. Trente pays européens, les États-Unis, le Canada, Israël et l'Argentine sont membres de cette organisation. La Déclaration de Stockholm (2000) en est l'acte fondateur et engage les États signataires à encourager les recherches sur la Shoah, l'antisémitisme et à l'enseigner. Le cahier des charges induit que les pays doivent reconnaître les violences et les massacres qui ternissent leur histoire, leur faire place dans le cursus de l'éducation nationale, favoriser lieux et dates mémorielles, instaurer une journée de commémoration de la Shoah. Encouragée par le ministère des affaires

étrangères turc la communauté juive commémore publiquement depuis 2010 la journée de la Shoah le 27 janvier, en présence de membres officiels du gouvernement, de la préfecture, des universités. Cela n'empêche pas le chef le représentant de l'État de « gronder » la communauté lorsque les micros sont fermés à la traduction (pour les journalistes étrangers) et de lui « reprocher » la politique d'Israël !

Inspirée par sa candidature à l'IHRA le gouvernement de M. Erdogan a fait restaurer à grands frais la synagogue d'Edirne, ville de Thrace où il ne reste plus de juifs, la communauté ne s'étant pas reconstituée après le pogrome de 1934. C'était la plus grande synagogue des Balkans. Ressurgie de ses ruines, elle fut inaugurée en 2020 en présence du vice premier ministre et par la foule de fidèles venus d'Istanbul. Mais combien de fois à l'an referont-ils ce voyage de 237km afin que revive cette synagogue ?

La Turquie pays « observateur » attend depuis 2008 d'être reconnue membre à part entière de l'IHRA, ce qui constituerait espère-t-elle un bouclier contre l'accusation de génocide. Elle multiplie des gestes dont la portée symbolique est contredite par les écarts de langage de son président et par la nature même du régime. Le parti de la Justice et du Développement, l'AKP, parti fondé par Recep Tayyip Erdogan a pour terreau le mouvement *Millî Görüş*, islamique, nationaliste et qui a fait de l'antisémitisme un de ses emblèmes. C'est la même organisation dont Ankara se sert pour sa politique d'influence notamment en France, celui qui n'a pas signé la charte des principes de l'Islam de France.

La communauté juive est immergée aujourd'hui au sein d'une société où, réduite à peau de chagrin l'espace public est saturé de médias de propagande gouvernementale à l'anti-occidentalisme -culturel et stratégique- décomplexée. On peut aisément imaginer que la communauté juive comme d'ailleurs une bonne partie de la population turque ne s'y sente pas franchement en sécurité.

**\*Nora Seni**, professeure des universités, Université Paris8, Institut français de géopolitique, ancienne directrice de l'IFEA (Institut français d'études anatoliennes), fondatrice du site web [observatoireturquie.fr](http://observatoireturquie.fr) Auteure d'essais dont *Les Camondo l'Eclipse d'une fortune* (avec S. le Tarneq) (Babel)